



Dipartimento di  
Scienze giuridiche



UNIVERSITÉ  
**FRANCO  
ITALIENNE**

UNIVERSITÀ  
**ITALO  
FRANCESE**



**Appel à contributions**  
**Ateliers doctoraux**  
**« Le rôle des juges face aux crises migratoire, sécuritaire et économique en France et en Italie »**

**Toulouse, 21-22 novembre 2019**

*Programme de recherche PHC Galilée 2019*

Dans le cadre et avec le soutien du programme de recherche PHC Galilée 2019, les équipes de l'Université Toulouse I Capitole et de l'Université de Vérone organisent des ateliers doctoraux les **21 et 22 novembre 2019** sur le thème : **« Le rôle des juges face aux crises migratoire, sécuritaire et économique en France et en Italie »**.

À travers ces deux journées d'études, qui se dérouleront à l'Université Toulouse I Capitole, les doctorants et jeunes docteurs sont invités à se pencher sur le rôle des juges face aux crises migratoire, sécuritaire et économique. La question est de savoir s'il existe un juge de la crise ou plus précisément une politique jurisprudentielle de la crise.

Le « rôle » des juges peut être appréhendé selon trois axes. Premièrement, sous la perspective de la séparation des pouvoirs, il s'agit d'apprécier leur rôle objectif, dans l'ordre juridique en général. Deuxièmement, selon une dimension plus subjective, peut être prise en compte la manière dont les juges perçoivent leur office. Enfin, il s'agit d'analyser le cheminement logique qui guide le raisonnement des juges à la décision.

Or, depuis une dizaine d'années, le rôle des juges est mis à l'épreuve par trois grandes crises qui touchent aux institutions politico-juridiques nationales et supranationales au sein de l'espace euro-méditerranéen. La première est économique, l'autre sécuritaire et l'autre encore migratoire.

Il s'agit de déterminer si ce moment particulier de crise influence l'interprétation des normes que ce soit par la prise en considération des spécificités de la situation d'un plaignant (ce qui marque la tendance à la concrétisation des contrôles de constitutionnalité et administratif en France et en Italie), par l'appréhension plus forte des conséquences de la décision, par la création d'instruments procéduraux nouveaux (par exemple la modulation des effets dans le temps des décisions en Italie et en France), ou par la mise en balance de la protection des droits et le respect des exigences économiques et sécuritaires.

En d'autres termes, nous nous demandons si face aux restrictions des droits et libertés induites par un législateur préoccupé de garantir l'ordre public, de préserver l'équilibre budgétaire et, souvent, de satisfaire dans des buts électoraux les instances d'une opinion publique apeurée et appauvrie, les juges ordinaires, administratifs et constitutionnels développent une jurisprudence particulière, des instruments procéduraux nouveaux, adaptés au contexte de crise.

En ce sens, il sera intéressant d'observer si les juges, loin d'être de simples exécutants, peuvent incarner une sorte de conscience critique capable de « résister » au délitement de l'État de droit par l'élaboration de techniques juridiques adaptées. Ou bien si, tout au contraire, les juges peuvent se révéler de précieux alliés du législateur, en adhérant à la logique politique d'une urgence qui justifie le sacrifice temporaire des droits. En cela, il sera très intéressant de distinguer, dans l'analyse, les différentes juridictions – ordinaire, administrative et constitutionnelle – ainsi que l'histoire différente de la justice en Italie et en France, dans le but d'observer l'impact des variables sociologiques des institutions sur leurs jurisprudences respectives.

Pour traiter de cette problématique, nous avons identifié trois grands axes d'études :

1. **Le rôle des juges face à la crise économique** : déclenchée durant l'été 2007, la crise économique continue de produire ses effets en conditionnant lourdement la vie politique et institutionnelle des différents pays. À ce sujet, différentes problématiques sont envisageables : a) le recours par le juge au terme de « crise » pour justifier son raisonnement ; b) la prise en compte par les juges de l'impact économique sur la protection des droits ; c) la modulation des effets dans le temps des décisions des juges ; d) l'impact sur la répartition des compétences entre l'État central et les collectivités territoriales, dont le juge se fait l'arbitre.
2. **L'appréhension de la crise sécuritaire par les juges** : depuis 2015, les attentats successifs qui ont frappé la France, la Belgique et le Royaume-Uni ont conduit les autorités à prendre des mesures d'urgence pour faire face à de telles menaces. Ainsi, plusieurs réflexions peuvent être développées, et notamment : a) l'utilisation et l'emploi du terme « urgence » dans la jurisprudence et dans les avis des juges ; b) le positionnement du juge dans l'appréhension de telles mesures d'urgence (soit en renforçant les décisions du pouvoir central, soit en veillant à empêcher toute atteinte aux droits et libertés) ; c) la prise en compte de ce contexte de crise dans l'examen de la conformité des mesures d'urgence aux droits et libertés fondamentaux ; d) l'impact sur le dualisme juridictionnel.
3. **L'office du juge dans la crise migratoire** : à partir de 2011, l'Europe fait face à une vague migratoire sans précédent venant soulever des problèmes de gestion et d'intégration des migrants au sein de nos pays. Là encore différentes problématiques pourront être traitées, parmi d'autres : a) les effets de la crise migratoire sur le niveau et les modes de protection des droits individuels et sociaux des migrants ; b) l'impact de la jurisprudence européenne (CJUE et CEDH) sur les décisions des juges nationaux ; c) l'appréciation de la crise migratoire par les juges en tant que crise humanitaire et/ou sécuritaire et l'effet sur la reconnaissance de la protection internationale ; d) l'appréciation par les juges de leur propre rôle en matière migratoire ; e) l'impact de l'organisation juridictionnelle et, notamment, de la répartition des compétences

juridictionnelles sur les décisions des juges; f) l'influence des règles de procédure sur les décisions des juges et sur la protection des droits; g) la pénalisation de l'aide à l'immigration irrégulière et la réaction des juges; h) le recours aux principes de fraternité et de solidarité en matière migratoire.

Par ailleurs, les crises sécuritaire et migratoire présentent des thèmes communs liés à l'instrumentalisation par les pouvoirs publics des exigences d'ordre public. Cela engendre une réaction de la part des juges, en particulier en ce qui concerne la mise en balance entre les impératifs sécuritaires et la protection des droits.

Les Ateliers doctoraux sont ouverts à tous les doctorants et jeunes docteurs (à la condition qu'ils aient soutenu après juillet 2016) qu'ils soient constitutionnalistes, administrativistes, pénalistes, fiscalistes, privatistes, philosophes du droit, théoriciens du droit, européenistes, sociologues, politologues et économistes. Les interventions devront impérativement traiter le thème au regard des ordres juridiques italien et français, adoptant une approche comparative ou bien de seul droit interne.

Les propositions de contribution doivent être écrites en français, en anglais ou en italien et envoyées **avant le 15 juillet 2019** à l'adresse suivante : galilee19tlse@hotmail.com. Le candidat devra préciser le titre de l'intervention ainsi que l'axe de recherche choisi (n°1, 2 ou 3) et ne pas excéder 3 000 caractères en précisant la langue choisie pour l'exposé oral et la discussion (français, anglais ou italien, le cas échéant). Les propositions seront étudiées de manière anonyme et le comité scientifique communiquera individuellement par courriel les résultats de la sélection dans la semaine du **16 septembre 2019**.

Si la candidature est acceptée, l'intervenant devra remettre une version écrite de 20 000 caractères **avant le 1<sup>er</sup> novembre 2019**, afin de permettre la discussion lors des Ateliers. La présentation durant les Ateliers doctoraux devra être d'environ 15 minutes (plus de précisions seront apportées lors de la publication des résultats de la sélection) et se fera de préférence en français, en anglais ou le cas échéant en italien. La publication finale des actes des Ateliers doctoraux sera assurée par l'Université Toulouse 1 Capitole. Chaque contribution ne devra pas excéder 40 000 caractères.

L'organisation ne prendra pas en charge les frais de déplacement et de séjour, mais exclusivement les repas sur place.

## **WORKSHOP DI DOTTORATO**

*«Il ruolo del giudice di fronte alla crisi migratoria, economica e della sicurezza in Francia e in Italia»*

**Tolosa, 21-22 novembre 2019**

### **PROGRAMMA DI RICERCA PHC GALILEO 2019**

All'interno del programma PHC Galileo 2019, i gruppi di ricerca dell'Università di Toulouse 1 Capitole e dell'Università di Verona, vincitori del finanziamento, organizzano un workshop di dottorato nelle giornate del 21 e 22 novembre 2019 sul tema: « *Il ruolo del giudice di fronte alla crisi migratoria, economica e della sicurezza in Francia e in Italia* ».

#### **Tipologia del progetto**

Nel corso delle due giornate di studio, che si svolgeranno presso l'Università di Toulouse 1 Capitole, l'obiettivo è di stimolare i dottorandi e i giovani dottori di ricerca ad esaminare il ruolo assunto dai giudici durante la crisi migratoria, economica e della sicurezza che ha riguardato la Francia e l'Italia.

In particolare, il lavoro di ricerca intende indagare se esista un giudice della crisi ovvero se sia maturata una politica giurisprudenziale per fronteggiare le situazioni di crisi.

Il ruolo dei giudici può così essere tracciato secondo tre linee direttive. Anzitutto, in forza della separazione dei poteri, si tratta di apprezzare il ruolo oggettivo assolto dai giudici all'interno dell'ordine giuridico inteso in senso generale. In secondo luogo, secondo una dimensione soggettiva, si vuole prendere in esame le modalità adottate dai giudici per resistere alle situazioni di crisi. Infine, si intende analizzare il percorso logico che guida il ragionamento dei giudici ai fini della decisione.

Il workshop si propone, dunque, di analizzare il ruolo assunto dai giudici dinanzi alle tre grandi crisi che hanno coinvolto le istituzioni politico-giuridiche, nazionali e sovranazionali, in seno all'area euro-mediterranea. La prima crisi è di carattere economico, la seconda riguarda la sicurezza mentre la terza è legata ai fenomeni migratori.

Si tratta perciò di determinare se, in questo particolare momento storico, le crisi esaminate influenzino l'interpretazione delle norme che sono prese in esame nelle specifiche occasioni di ricorso (che, in Francia e in Italia, tendono a concretizzare il controllo di costituzionalità e quello amministrativo) in ragione di una maggiore presa in conto delle conseguenze della decisione, in virtù di strumenti procedurali nuovi (come, ad esempio, la modulazione degli effetti nel tempo in Italia e in Francia) oppure nel bilanciamento della protezione dei diritti e del rispetto delle esigenze economiche e di sicurezza.

In altri termini, ci si chiede se di fronte alla crisi e alla limitazione dei diritti dei singoli da parte dei legislatori, al fine di tutelare l'ordine pubblico, preservare l'equilibrio economico e tenere fede agli impegni elettorali, vi sia stato un intervento da parte dei giudici ordinari, amministrativi e costituzionali che abbia consolidato una giurisprudenza e messo a punto nuovi strumenti procedurali capaci di controllare le situazioni di crisi.

Si vuole pertanto indagare se i giudici si allontanino dalla figura di meri esecutori per essere i portavoce di una coscienza critica, capace di « resistere » alle delimitazioni tracciate dallo Stato di diritto per elaborare precise tecniche giuridiche ovvero se essi siano, piuttosto, dei preziosi alleati per il legislatore che assecondano gli interventi volti a fronteggiare le situazioni di emergenza, persino laddove è necessario limitare i diritti dei singoli. A tal proposito, sarà interessante distinguere le diverse giurisdizioni – ordinarie, amministrative e costituzionali – come pure il percorso storico che distingue la giustizia in Italia e in Francia, allo scopo di osservare l'impatto delle variabili sociologiche delle Istituzioni sulle rispettive giurisprudenze.

In previsione di trattare le suddette problematiche, abbiano dunque indicato tre grandi linee direttive:

**1. Il ruolo del giudice a fronte della crisi economica:** scoppiata nel 2007, la crisi economica continua a produrre i suoi effetti condizionando negativamente la vita politica e istituzionale dei diversi paesi. A tale riguardo, si possono riconoscere numerose problematiche: a) il ricorso da parte dei giudici del termine « crisi » per giustificare la loro argomentazione; b) la considerazione da parte dei giudici dell'impatto economico sulla protezione dei diritti; c) la modulazione degli effetti nel tempo delle decisioni; d) l'impatto sulla ripartizione delle competenze tra lo Stato centrale e le collettività territoriali, di cui il giudice si pone come arbitro.

**2. La preoccupazione da parte del giudice nei confronti della crisi riguardante la sicurezza:** dal 2015, gli attentati terroristici che hanno colpito la Francia, il Belgio, l'Inghilterra e la Germania hanno costretto gli Stati ad adottare delle misure eccezionali per far fronte alle minacce. A partire da tale presupposto, si possono sviluppare talune riflessioni: a) l'impiego del termine « urgenza » nella giurisprudenza e nei pareri dei giudici; b) la posizione assunta dal giudice dinanzi alle situazioni d'urgenza (sia per rinforzare le decisioni del potere centrale, sia per vigilare sulla eventuale limitazione dei diritti e delle libertà); c) la valutazione dell'impatto della crisi nell'esame della conformità delle misure d'urgenza rispetto ai diritti e alle libertà fondamentali; d) l'impatto sul dualismo giurisdizionale.

**3. Il ruolo del giudice nella crisi migratoria:** a partire dal 2011, l'Europa sta affrontando una ondata migratoria senza precedenti che comporta, altresì, taluni problemi per la gestione e l'integrazione dei migranti in arrivo nei nostri Paesi. Possono quindi essere trattate alcune questioni tra le quali spiccano: a) gli effetti della crisi migratoria sul livello e i modi di protezione dei diritti individuali e sociali dei migranti; b) l'impatto della giurisprudenza europea (Corte di Giustizia

dell'Unione europea e Corte EDU) sulle decisioni dei giudizi nazionali; c) la qualificazione della crisi migratoria da parte del giudice, in quanto crisi umanitaria e/o di sicurezza, e l'effetto sul riconoscimento della protezione internazionale; d) la percezione da parte del giudice del proprio ruolo in materia di migrazioni; e) l'impatto dell'organizzazione giurisdizionale e, in particolare, della ripartizione delle competenze giurisdizionali sulle decisioni dei giudizi; f) l'influenza delle regole procedurali sulle decisioni dei giudici e sulla protezione dei diritti; g) la penalizzazione dell'aiuto all'immigrazione irregolare e la conseguente reazione da parte dei giudici; h) il ricorso ai principi di fraternità e di solidarietà in materia di migrazione.

Si deve ugualmente evidenziare che, nel loro complesso, la crisi della sicurezza e quella migratoria presentano alcuni temi comuni legati, peraltro, alla strumentalizzazione da parte del potere pubblico delle esigenze di ordine pubblico. Questo genera una reazione da parte dei giudici, specialmente nel bilanciamento tra le esigenze di salvaguardia della sicurezza e la protezione dei diritti.

### **Criteria di selezione delle domande**

Il workshop di dottorato è rivolto a tutti i dottorandi e ai giovani dottori (purché abbiano discusso la tesi in data successiva al luglio 2016), costituzionalisti, amministrativisti, penalisti, fiscalisti, privatisti, filosofi del diritto, teorici del diritto, europeisti, sociologi, politologi ed economisti.

I temi presentati dovranno imperativamente trattare questioni attinenti all'ordine giuridico italiano e francese, adottando un approccio comparativo o, in alternativa, di diritto interno.

### **Modalità di presentazione delle candidature**

Le domande dovranno essere redatte in lingua francese, inglese o italiana e **trasmesse entro il 15 luglio 2019** al seguente indirizzo: [galilee19tlse@hotmail.com](mailto:galilee19tlse@hotmail.com).

I candidati sono pregati di indicare il titolo dell'intervento così come il tema di ricerca prescelto (n°1, 2 o 3) e non eccedere i 3000 caratteri precisando altresì la lingua scelta per l'esposizione orale e la discussione (francese, inglese o, eventualmente, italiano).

I progetti saranno valutati in modo anonimo e il comitato scientifico comunicherà individualmente tramite e-mail i risultati della selezione nella settimana del **16 settembre 2019**.

Qualora la candidatura fosse accettata, il candidato dovrà trasmettere una versione scritta di 20000 caratteri **prima del giorno 1 novembre 2019**, al fine di permettere la discussione nel corso del workshop. La presentazione dovrà essere di circa 15 minuti (saranno fornite ulteriori precisazioni al momento della pubblicazione dei risultati della selezione) e si darà la preferenza al francese, inglese e, solo eventualmente, all'italiano.

La pubblicazione finale degli atti del workshop sarà a cura dell'Università Toulouse 1 Capitole. Ogni contributo finale non dovrà eccedere i 40 000 caratteri.

L'organizzazione non prenderà in carico i costi di trasferimento e di soggiorno ma, esclusivamente, quelli dei pasti durante il workshop.

*Le Conseil scientifique/ il Comitato Scientifico:*

Stefano Catalano, professeur à l'Université de Vérone

Marilisa D'Amico, professeur à l'Université de Milan

Laurence Dumoulin, chargée de recherche CNRS, Pacte Laboratoire de sciences sociales

Noémie Etchenagucia, doctorante à l'Université Toulouse I Capitole

Matthieu Gaye-Palettes, doctorant à l'Université Toulouse I Capitole

Marta Giacomini, docteur de l'Université de Vérone et de l'Université Paris 1 La Sorbonne

Wanda Mastor, professeur à l'Université Toulouse I Capitole

Nicoletta Perlo, maître de conférences à l'Université Toulouse I Capitole

Julia Schmitz, maître de conférences à l'Université Toulouse I Capitole

Cecilia Siccardi, docteur de l'Université de Milan

Daniele Velo Dalbrenta, professeur à l'Université de Vérone